

> [Analyses et témoignages](#) > [Journal de l'Afrique](#) > [Burkina Faso](#) : « Cette transition n'est pas celle pour laquelle la (...) »

Burkina Faso : « Cette transition n'est pas celle pour laquelle la population s'est battue »

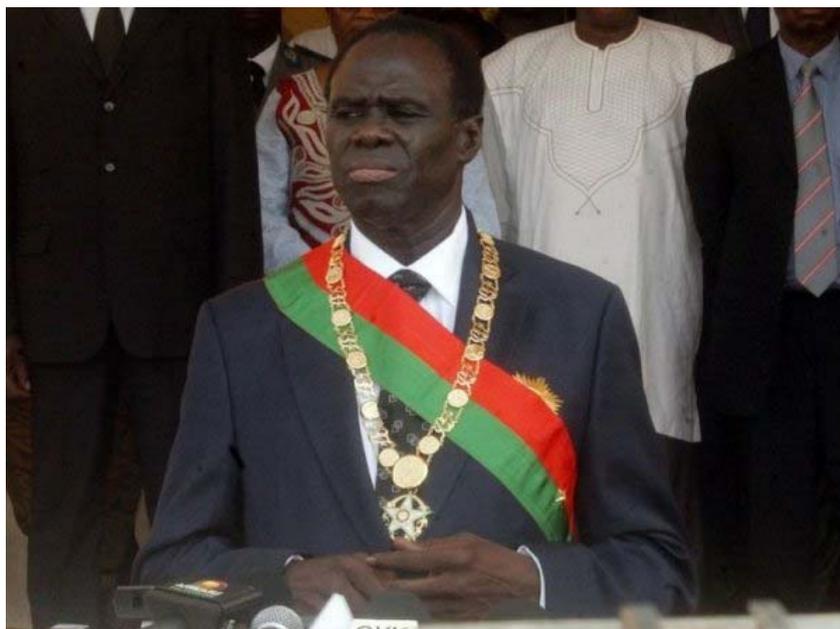
BABA MILKI

Partager 0

16 mai 2015

Article en PDF:

Le 31 octobre dernier, Blaise Compaoré, président du Burkina Faso depuis 27 ans, est obligé sous pression d'énormes manifestations qui durent déjà depuis le 28, de démissionner. L'armée Burkinabè prend le pouvoir et le lieutenant-colonel Isaac Zida s'autoproclame président. Après des négociations avec les partis politiques, Zida accepte de devenir premier ministre et de laisser la fonction de président à un ancien pilier de la politique compaoréenne, Michel Kafando. Le but de ce nouveau gouvernement de transition est d'organiser des élections en novembre 2015. Nous avons rencontré récemment Jean-Baptiste Kaboré*, militant de gauche qui vit à Ouagadougou et qui était sur place lors des événements. C'était pour nous une occasion de faire l'état de la situation au Burkina Faso.



Que pensent maintenant les Burkinabès, 5 mois après le départ de Compaoré, de la transition ?

Jean-Baptiste K. : Il y a un slogan que les Burkinabès reprennent pour se moquer de la transition actuelle. Ils disent "plus rien ne sera comme avant" comme l'a annoncé le président le jour de sa prestation de serment. Or jusqu'à présent les Burkinabès ne voient rien qui ait changé. Les gens se moquent donc en reprenant cette phrase qu'il a osé prononcer si solennellement. La désillusion est là, aussi parmi ceux qui n'entendent rien à la chose politique et qui ont cru en lui aux premières heures de la transition. Ils sont nombreux à se rendre compte que la transition qu'ils vivent n'est pas celle pour laquelle la population s'est battue et trente-quatre jeunes sont morts fauchés par les rafales des mitraillettes du Régiment de Sécurité Présidentielle (RSP). Prenez l'actuel président de la transition, Michel Kafando. Kafando était ambassadeur auprès des Nations Unies, pour le régime Compaoré. Avant Thomas Sankara, il était ministre des Affaires étrangères sous le régime de Jean Baptiste Ouédraogo puis celui de Sangoulé Lamisana.

Kafando a préféré l'exil en 1983, plutôt que de vivre sous le régime Sankara. C'est un réactionnaire viscéral, qui ne peut entendre parler de révolution. Donc si un peuple insurgé chasse un régime dictatorial et qu'on appelle un tel type pour venir diriger, on comprend que la révolution populaire n'est pas achevée.

Intéressante est la position de la toute puissante église catholique : nombreux sont ceux qui réclamaient pour diriger la transition, l'évêque de Bobo-Dioulasso (deuxième ville de Burkina), Mgr Philippe Ouédraogo, connu pour son pragmatisme et sa langue de feu, comme dirigeant de la transition. L'Eglise a refusé sous prétexte qu'« un homme de Dieu ne peut prétendre à telle fonction ». Elle a proposé Michel Kafando qui lui, est donc très proche des instances ultra-conservatrices de l'Eglise.

C'est un militaire, le lieutenant-colonel Zida, qui s'était auto-proclamé président le soir du 30 octobre quand Comparé s'était enfui. Après les négociations avec les partis politiques, il est devenu premier ministre de l'actuel gouvernement de transition. Qu'en dire ?

JB. K. : Zida était le numéro 3 du tristement célèbre "Régiment de Sécurité Présidentielle", le

RSP à la tête duquel se trouve le général Gilbert Diendéré, chef d'état-major particulier de Compaoré. Le numéro 2 en est Mamadou Keré, ensuite vient l'adjoint de Keré, le lieutenant-colonel Isaac Zida.

Au moment des événements, Zida était à Bobo-Dioulasso pour y préparer la visite de Blaise Compaoré à l'occasion de la fête de l'armée qui était prévue pour le 2 novembre. Cela démontre assez la confiance qu'avait Blaise Compaoré en Zida : le Président n'envoyait pas n'importe qui pour préparer son arrivée dans une ville, surtout au niveau de la sécurité et surtout à Bobo.

Zida a aussi joué un rôle prédominant en tant qu'intermédiaire entre la rébellion de Guillaume Soro en Côte-d'Ivoire et le pouvoir de Blaise Compaoré. Après sa prise de pouvoir, lorsque lui a été posé la question de son action, il a répondu, contenant mal sa colère, qu'il n'avait rien fait d'autre que d'exécuter les tâches que ses supérieurs lui avaient confiées. Or c'est bien lui qui avait organisé de main de maître le recrutement des militaires qui ont procédé au carnage qui a eu lieu à Abidjan avant l'installation de l'ami fidèle Alassane Ouattara comme président du pays. Zida est un militaire du RSP. C'est un régiment tristement célèbre : l'enquête indépendante sur l'assassinat de Norbert Zongo (1) a indiqué 6 suspects, tous membres du RSP. C'est le RSP aussi qui a interpellé l'étudiant Dabo Boukari, depuis 1990 personne ne sait ce qui s'est passé avec cet étudiant, son corps n'a jamais été retrouvé. C'est le même RSP de Gilbert Diendéré, chef d'état-major de Compaoré, qui a combattu aux côtés de Charles Taylor au Liberia de concert avec le soutien de certains ministres, comme Salif Diallo, passé opportunément dans l'opposition quelques mois avant la « révolution ». Il existe de nombreux témoignages de militaires qui relatent avoir été au Liberia prendre livraison de cargaisons de diamants alors qu'ils n'avaient officiellement que des ordres de missions de « porteurs de courrier », dépêchés par Compaoré auprès de Taylor.

On parle du fameux mouvement du Balai-Citoyen qui s'est retrouvé à la tête de la révolution, que pensez-vous de ce mouvement ?

JB. K. : D'abord, il ne faut pas que l'on parle de "révolution", car la révolution est un changement fondamental, or, il n'y a eu aucun changement. Il y a eu d'une part un peuple insurgé qui a chassé un dictateur et de l'autre des éléments de ce même ancien régime dictatorial qui sont revenus « ramasser » le pouvoir avec la complicité d'imposteurs qui prétendaient se battre aux côtés de ce peuple. Et ils en assurent fidèlement la continuation aujourd'hui, c'est « business as usual », après une pause, les magouilles, la corruption, tous les maux de notre société ont repris leur train-train quotidien et liberticide.

On prétend que les révolutions, de nos jours, se font par internet, en Tunisie et ailleurs comme chez nous, mais c'est faux. Tout se passe d'abord et avant tout sur le terrain. Avant l'insurrection populaire, le Balai-Citoyen a essayé quelques fois de convoquer les masses à ses propres rassemblements, cela a échoué à chaque fois, il suffit de se rappeler de la période où les délestages (coupures d'électricité) incessants à Ouaga faisaient grincer des dents, ils ont appelé les foules à réagir : ils n'ont pas pu mobiliser plus de 200 personnes. Ensuite quand Blaise Compaoré a tenté son imposture pour pouvoir se représenter, de réviser l'article 37 de la Constitution, le Balai-Citoyen a appelé les jeunes à camper dans la nuit du 29 à la place de la Nation : personne n'y est allé ! Egalement la nuit du 30, ils ont demandé aux gens de venir, personne n'a répondu. Ils ne mobilisent pas. Or, l'histoire de notre pays montre que sous le régime dictatorial de Blaise Compaoré, même sous les régimes d'exception, il y a toujours eu des gens qui se sont battus, qui ont fait la prison et qui en sont sortis parfois infirmes. Quand on a assassiné Norbert Zongo en 1998, nombre d'organisations se sont battues pour libérer les espaces de liberté. C'est à partir de ces espaces de liberté qu'il y a eu un tas d'entités de la société civile qui se sont battues pour leurs idées. À cette époque, où le slogan "Si tu fais, on te fait et y'a rien..." était en vogue, les dirigeants du Balai-Citoyen se faisaient-ils entendre ? Existait-ils seulement ?

Il y avait des gens qui se battaient et qui avaient libéré des espaces de libertés. Le Balai-Citoyen, n'existe pratiquement que depuis deux ans et il revendique déjà une révolution et un soulèvement populaire. C'est vraiment se moquer du combat réel des Burkinabès. La mobilisation du 29 a été le résultat du travail des organisations populaires dans les quartiers avec les couches fondamentales de la population, réunion après réunion, meeting après meeting, c'est ça qui a amené l'éveil des consciences et c'est ce qui a rendu possible cette énorme mobilisation.

Pourquoi cette mobilisation n'a-t-elle pas débouché sur un vrai changement ? Et comment comprendre alors que le Balai Citoyen ait pu se propulser sur l'avant de la scène ?

JB. K. : Reprenons le fil des événements. C'était une insurrection populaire qui voulait à tout prix changer la situation mais par le biais de la presse, on a réussi à faire croire au peuple que le Balai Citoyen avait été à l'origine de cette mobilisation. Ils n'ont fait, en réalité, que jouer un rôle exécrationnel autant que néfaste à l'instant décisif. Dès le 30 novembre, les manifestants exigeaient la démission de Blaise Compaoré et voulaient au pouvoir, le Général Lougué, un général à la retraite. C'est un général très populaire au sein des forces armées (non-RSP) et au sein des populations. Or les gens du Balai Citoyen disaient, à la place de la Nation : "Qui vous a dit que le général Lougué en veut ?". En effet, il y avait eu une réunion au sein des forces armées au cours de laquelle on a sommé au vieux Général Lougué de ne plus ouvrir sa bouche et de se tenir en dehors de tout cela. C'est encore des membres du Balai-Citoyen qui ont accompagné le 30 octobre, les militaires du RSP flanqués d'un professeur de droit constitutionnel, le professeur Augustin Ouaba, à la Place de la Nation alors que le matin-même, le RSP avait tiré sur les manifestants ! Ces mêmes « manifestants » ont scandé « Nous ne voulons pas du RSP, nous voulons Lougué », d'autres « Nous ne voulons pas des militaires au pouvoir ». Le chanteur Smokey, un des dirigeants de Balai-Citoyen, a pris la parole. "Est-ce que vous êtes sûr que Lougué veut ?" Mais Lougué voulait bien, il l'avait

témoigné à la radio "Je veux, mais on m'a dit que si je parle on me bute ici-même, et mon garde du corps a dû intervenir pour me sauver de la salle" (avec une fracture à la jambe lorsqu'il a sauté le mur d'enceinte de l'endroit où se tenait la réunion pour sauver sa peau !). C'est alors que le Balai-Citoyen lui-même est allé chercher le lieutenant-colonel Zida pour proclamer qu'il avait pris le pouvoir. A ce moment, nous avons compris que les gens du Balai Citoyen étaient déjà les suppôts des militaires du RSP et travaillaient en étroite collaboration avec eux.

Ce qu'on a donc vu c'est une insurrection populaire non-armée. Le peuple se trouvait, les mains nues, face à un RSP hyper-équipé. Et au moment décisif c'est l'association du Balai Citoyen et la puissance de feu du RSP qui ont récupéré la révolution pacifique du peuple.

Il faut souligner la collusion entre le Balai-Citoyen et les Etats-Unis. Il y a un très grand nombre d'ONGs présentes au Burkina, elles y font de l'humanitaire, parmi toutes les personnes qui y travaillent un grand nombre d'entre elles ont « le cœur à la bonne place ». Mais, parmi elles, "le corps de paix américain" (US Peace Corps) dénote : leurs membres ne se cantonnent pas au travail humanitaire, ils se rapprochent des milieux de l'opposition officielle et souterraine et rapportent minutieusement et régulièrement leurs faits et gestes. Pour nous ce ne sont que des espions : la petite amie de Samska Jah, un des leaders de Balai Citoyen, est membre des Peace Corps et il voyage régulièrement, grâce à elle, aux Etats-Unis. De là à penser que le Balai-Citoyen a bénéficié des faveurs de l'Oncle Sam il n'y a qu'un pas... C'est d'ailleurs la même chose pour le mouvement sénégalais Y'en a marre qui a bénéficié de fonds d'OXFAM et de l'OSIWA (Open Society Initiative for West Africa de Georges Soros) qui lui a versé plus de 100.000.000 de francs CFA (€150.000).

Qu'est-ce que le peuple attend d'un vrai changement ? Quelles sont les revendications du peuple ?

JB. K. : Le nouveau gouvernement a commencé à poursuivre une politique d'austérité et les intellectuels ont commencé à parler d'une trêve sociale. C'est-à-dire que les travailleurs devraient ranger leurs revendications pour un an. C'est la période prévue pour la transition et dans laquelle il n'y aurait qu'un seul but, c'est l'organisation des élections. Mais ce n'est pas pour l'organisation d'élections que le peuple s'est soulevé et que des citoyens sont tombés. Les gens se sont mobilisés parce qu'ils vivaient une situation absolument misérable. Ils en ont fini avec l'ancien régime dans l'espoir de pouvoir mieux vivre. On ne peut donc pas leur demander de ranger leurs revendications d'ordre social. Les travailleurs veulent par exemple la réouverture du débat sur la loi 13, celle qui régit leur fonction et qui est truffée d'injustices et d'inégalités. Ensuite, les travailleurs veulent, depuis longtemps d'ailleurs, des augmentations de salaire. Certainement une augmentation du salaire minimum qui est maintenu à un niveau indécent de 30.648 francs CFA (€47,5) par mois. Mais ils ne sont pas écoutés. De plus, les travailleurs organisés dans les syndicats demandent une baisse réelle du prix du pétrole, vu qu'au niveau mondial ce prix a chuté. Or au Burkina Faso, on n'y ressent pratiquement rien de cette chute : le litre de carburant n'a baissé que par deux fois de 25 francs CFA (€0,03) !!!

Il y a aussi le code minier qui est beaucoup trop favorable aux grandes sociétés minières, personne n'en parle, tout est remis à « après les élections : la transition ne peut prendre aucune décision ». Le code est maintenu pour au moins un an : combien de tonnes d'or, de zinc, de manganèse etc. vont-elles disparaître sans comptabilisation ? Il y a eu plusieurs cas de populations qui profitant du « coup d'état populaire » se sont insurgées contre les pratiques illégales des exploitants miniers. Ces sociétés prennent un permis d'exploitation pour une superficie donnée, or les populations s'aperçoivent qu'elles repèrent les sites d'orpaillage en exploitation traditionnelle « à sec » (2), et en chassent les orpailleurs. Cette pratique n'est évidemment pas prévue dans l'énoncé de leurs permis : appelé à la rescousse par les miniers, le nouveau régime a envoyé des contingents militaires pour mater orpailleurs et « fauteurs de troubles » et garder et sécuriser ces zones.

Compaoré, c'est clair, ne reviendra plus au Burkina : les Américains via l'ambassadeur de France (qui lui a permis de fuir le Burkina le vendredi 31 fatidique) lui ont fait comprendre qu'ils ne le veulent plus ici. La question des biens mal acquis et de l'enrichissement illicite des 27 ans de son régime, de la famille Compaoré, de ses ministres et autres corrompus de son régime, reste aussi une question ouverte qui n'est nullement abordée par le régime actuel. Aucune démarche des nouveaux gouvernants n'est entreprise pour saisir les tribunaux pour que ces biens mal acquis soient restitués à l'Etat burkinabé.

Est-ce que les élections annoncées pour novembre, pourraient amener un changement ?

JB. K. : Franchement, nous n'attendons pas grand-chose d'élections organisées par ce régime de transition dirigé par des individus comme Kafando et Zida. Pour un vrai changement il y a plusieurs conditions. Les conditions objectives, certainement dans le cas de notre pays, sont réunies. Le divorce entre les gouvernés et les gouvernants est là, du fait notamment des conditions de vie des gouvernés qui sont très précaires. Mais les conditions subjectives, c'est quoi ? C'est que le peuple est conscient que ce n'est pas un homme qu'il faut changer mais bien un système qui fait que notre pays reste contrôlé et gouverné par la France et de plus par les Etats-Unis, comme toute l'Afrique de l'Ouest d'ailleurs. Or, ce travail de conscience et d'organisation était en retard, notamment chez la grande masse des jeunes. Mais sachez qu'au Burkina Faso il existe des hommes et des femmes qui se battent nuit et jour pour qu'un jour les choses changent fondamentalement. Des gens qui croient à la liberté et à cette égalité qui fait tellement défaut dans notre société.

Tant qu'il existe de l'injustice il y aura des gens au Burkina qui se battront pour un monde meilleur.

(1) journaliste assassiné (brûlé vif dans son véhicule) alors qu'il enquêtait sur le meurtre du chauffeur de François Compaoré, frère de l'« autre ».

(2) les orpailleurs séparent les paillettes d'or du minerai en concassant celui-ci manuellement, c'est-à-dire sans aucun dommage pour l'environnement. Cela s'appelle l'exploitation à sec. Les sociétés minières, par contre, emploient les cyanures et nitrates d'aluminium pour la séparation chimique de l'or du minerai, ce qui est un procédé très pollueur et toxique pour l'environnement). Dans le film « Prospérité sous Terre » que Ronnie Ramirez a tourné en 2014 pour Zin-TV on peut entendre le Directeur de IAmGold SA, expliquer comment il étend son emprise sur toutes les zones aurifères non repérées par les cartes géologiques satellitaires et exploitées par les « locaux » ; sa société a proposé après coup et en vain, au réalisateur jusqu'à €800.000 pour récupérer les bandes originales du film.

(*) Jean-Baptiste Kaboré est un pseudonyme.

Source : Le Journal de l'Afrique no.10, Investig'Action, mai 2015. Pour lire le Journal, cliquez sur le lien suivant : <http://michelcollon.info/Le-Journal...>

>> Retrouvez sur notre shop !



[Chasseurs de matières premières](#)

[11-chasseurs-de-matieres-premieres.html](#)

[Haut de la page - Accueil](#)

copyright michel

graphisme dev: Platanos studio

[Qui sommes-nous ?](#) | [Agenda](#) | [Nous écrire](#) | [Organiser un débat](#) | [Participer](#) | [Liens](#) |